

Deux pays, des défis supplémentaires



La sécession du Sud-Soudan causera de graves impacts tant dans l'État du nord que dans celui du sud. Les projets de développement du Nord-Soudan seront menacés en raison de leur dépendance des recettes du pétrole, tandis que le Sud-Soudan doit faire face à des pénuries économiques et sociales importantes qui pourraient faire de lui un état défaillant. Bien que certains indicateurs d'égalité des sexes aient progressé, la brèche entre les femmes et les hommes est loin d'être fermée. La signature de l'Accord de paix global en 2005 a préparé le terrain pour que les organisations de la société civile jouent un rôle efficace dans le contrôle des élections.

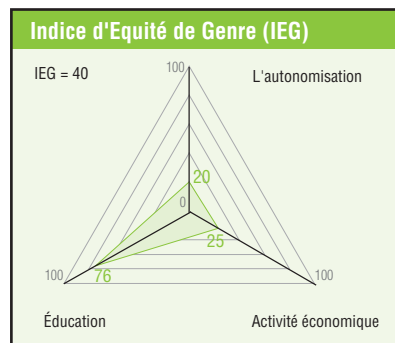
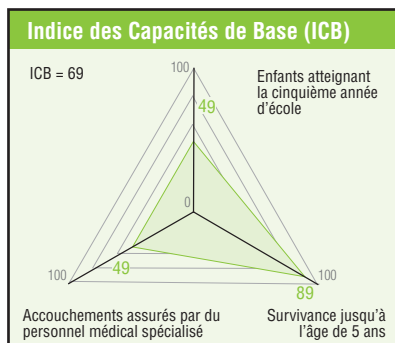
National Civic Forum
Mdani Abbas Medani
Afaf Awad

L'histoire politique du Soudan a marqué un point d'inflexion en 2010. Des élections présidentielles et parlementaires ont eu lieu et des préparatifs ont été entrepris en vue du référendum sur l'indépendance du Soudan du Sud, incluant un recensement pour déterminer la composition et le nombre de l'électorat. Le référendum s'est déroulé du 9 au 15 janvier 2010 et les résultats publiés le 7 février ont montré que 98% des votants étaient favorables à l'indépendance. Par conséquent, il a été décidé que la République du Soudan du Sud serait déclarée officiellement État souverain en juillet de cette même année.

D'après une enquête sur la pauvreté effectuée en 2009, 46,5% de la population soudanaise vit actuellement sous le seuil de pauvreté¹. Les problèmes fondamentaux sont, entre autres, les conflits, les déplacements de population et l'insécurité alimentaire, d'us principalement aux catastrophes naturelles et à celles dont les hommes sont en partie responsables, telles que la sécheresse, la désertification et les inondations².

Breve histoire des conflits

Depuis son indépendance le Soudan a essuyé deux guerres civiles, la première entre 1955 et 1972 et la seconde (considérée comme un prolongement de la première) entre 1983 et 2005. Les racines du conflit remontent à l'époque coloniale, lorsque les anglais établissent des administrations distinctes pour la zone nord, plus ressemblante à l'Égypte islamique, et la zone sud, analogue au Kenya et au Tanganyika (l'actuelle Tanzanie). Le processus d'indépendance se déroula sans la participation d'émissaires du sud,



de sorte qu'on ne prit pas en compte leurs revendications, ni leurs besoins. Cela mena à la Première Guerre civile soudanaise, qui a débuté lorsque le Gouvernement a attaqué des manifestants et des dissidents politiques du sud, déchaînant ainsi une recrudescence de la violence et des mutineries qui ont dégénéré en une guerre à grande échelle. Cette phase du conflit s'est conclue par la signature de l'Accord d'Addis-Abeba qui devait octroyer au sud un certain degré d'autonomie.

Cependant, les termes de l'accord ne furent pas totalement appliqués et la Seconde Guerre civile soudanaise a éclaté. Elle a pris fin officiellement lors de la signature en 2005 de l'Accord de paix global (APG) entre le parti du gouvernement, Parti national du Congrès (NCP, selon son sigle en anglais), et le Mouvement de libération du peuple soudanais (SPLM, selon son sigle en anglais). Dans la période qui a suivi, le référendum sur l'indépendance du Soudan du Sud a été proposé.

Défis environnementaux

Le territoire soudanais doit faire face à des défis environnementaux particulièrement graves, entre autres l'érosion du sol, la dégradation des terres, la déforestation et la désertification, qui compromettent sérieusement les possibilités d'une paix à long terme et d'un développement durable. Par exemple, les camps de déplacés —de plus en plus étendus— mettent déjà les forêts en péril. Pratiquement 75 % de l'énergie provient des combustibles traditionnels tels que le bois, ce qui (conjointement à la demande de charbon végétal) a mené à la destruction de nombreuses forêts. Ceci accélère le processus de désertification et le Sahara poursuit sa progression vers ce qui était naguère des terres arables et fo-

restières³. Le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) a identifié également deux autres causes essentielles de la désertification : la conversion de zones semi-désertiques en zones désertiques en raison du changement climatique ; et la dégradation, par les activités humaines, des milieux ambiants existant dans le désert, dont les oueds et les oasis⁴.

Bien que pratiquement 4 % des terres ait été déclarées sites protégés par le Gouvernement, il existe encore beaucoup de braconnage dans tout le pays, ce qui met en danger les populations animales. De nombreux efforts de conservation ont été tronqués par les conflits civils, en grande partie parce que les militaires avaient pris le contrôle des forêts du Sud-Soudan, d'une grande richesse écologique⁵. Selon le PNUE, il existe des liens indéniables entre les problèmes environnementaux et les conflits soufferts par le pays : « La concurrence dont font l'objet les réserves de gaz et de pétrole, les eaux du Nil et le bois, ainsi que les problèmes liés à l'utilisation des terres agricoles sont autant de facteurs qui contribuent à attiser ou à perpétuer le conflit au Soudan. Les controverses sur les terrains de pâturage et les terres agricoles non irriguées dans les zones les plus arides du pays sont une illustration particulièrement frappante de la relation entre la rareté des ressources naturelles et les conflits violents⁶ ».

1 Ministère du Bien-Être et de la Sécurité sociale et Conseil national de la population, *Sudan Millennium Development Goals Progress Report 2010 (Rapport 2010 sur la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement)*, <www.sd.undp.org/doc/Sudan%20MDGs%20Report%202010.pdf>.

2 Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), *Sudan: Post-Conflict Environmental Assessment (Soudan : Rapport d'évaluation environnementale post-conflit)*, (Nairobi, 2007), <postconflict.unep.ch/publications/UNEP_Sudan.pdf>.

3 Countries Quest, *Sudan, Land and Resources, Environmental Issues*, <www.countriesquest.com/africa/sudan/land_and_resources/environmental_issues.htm>.

4 UNEP, op. cit.

5 Countries Quest, op. cit.

6 UNDP Sudan, *Environment and Energy for Sustainable Development*, (2011), <www.sd.undp.org/focus_environment.htm>.

Malgré la grave pénurie d'eau, les inondations sont fréquentes – aussi bien les crues soudaines que les inondations plus générales causées par le débordement du Nil et de ses affluents – et qui provoquent en conséquence des dommages généralisés, allant jusqu'à l'érosion des berges et la perte des cultures qui en découle⁷.

Nouveau défis pour les deux Soudan

Le Soudan du Nord et le Soudan du Sud poursuivent des négociations sur des sujets non encore résolus comme celui de la démarcation des limites, particulièrement pour la région pétrolière d'Abeyi, qui a fourni en 2003 plus d'un quart de la production totale de brut du pays, alors que les volumes ont chuté récemment et que certaines études suggèrent que les réserves de la région seraient pratiquement tarées⁸. Un référendum sera organisé pour décider si Abeyi formera partie de la région de Bahr El Ghazal du Sud-Soudan ou de la région du Kordofan-Sud du Nord-Soudan. L'idée première avait été de faire ce référendum simultanément à celui d'autodétermination, mais il a fallu le reporter à plus tard en raison des graves différends sur le processus à suivre et depuis la violence s'est accrue.

La sécession aura des retombées négatives sur l'économie du Nord-Soudan, très dépendante des recettes du pétrole, tandis que le Sud devra surmonter de graves obstacles pour s'établir comme un État viable. Par exemple, bien que le territoire du sud abrite les trois quarts des sites de production de pétrole, quasiment toutes les raffineries et les oléoducs se trouvent dans le nord. De plus, la question de la nationalité et de l'intégration n'a toujours pas été résolue. Le Gouvernement du Sud-Soudan réussira-t-il à se forger une identité nationale qui unisse les peuples habitant son territoire, l'un des rares au monde à réunir une telle diversité linguistique et culturelle ? Et il y aura d'autres défis plus importants encore, tels que la pauvreté, le manque d'accès aux services de santé et une mortalité maternelle et infantile surabondante⁹.

Inégalité des sexes

Le pourcentage de filles inscrites à l'école primaire est passé de 64,4 % en 2006-2007 à 69,9 % en 2009, quant à celui des filles inscrites en secondaire il est

TABLEAU 1

Résumé de l'éducation générale au Soudan

Niveau	Institutions	Élèves			Professeurs
		Hommes	Femmes	Total	
Tout le Soudan	3.4301	3.174.809	2.641.668	5.816.477	194.800
École maternelle	8.648	228.944	221.188	450.132	14.964
Enseignement primaire	14.071	2.332.612	1.967.125	4.299.737	141.315
Enseignement secondaire académique	2.268	306.184	305.395	611.579	32.917
Enseignement secondaire technique	114	18.230	8.003	26.233	1.143
Enseignement privé	48			6.821	184
Enseignement pour adolescents	570	10.111	9.330	19.441	159
Enseignement pour adultes	8.582	49.784	130.627	180.411	4.118

Source : Sudanese Studies Center, "Strategic Report on the Sudan, 2007-2008" (Khartoum).

passé de 30 % en 2005 à 35,5 % en 2009¹⁰. Qui plus est, les femmes soudanaises ont fait des avancées en termes de représentation et de participation politique : aux élections de 2010 les femmes ont remporté 28 % des sièges parlementaires.

Malgré ces données encourageantes, la disparité est profonde en ce qui concerne les chances pour les femmes d'accéder aux postes de responsabilité et de suivre une formation professionnelle, et la plupart des activités menées par les femmes soudanaises concernent l'agriculture ou le secteur informel. De plus, principalement en raison des conflits armés et des guerres civiles, les femmes soudanaises ont souffert du manque de services élémentaires, en particulier dans le domaine sanitaire. Par exemple, la mortalité maternelle est de 509 pour 100.000 naissances vivantes¹¹. Sans oublier les règles sociales et culturelles, les croyances et les pratiques traditionnelles qui continuent à entraver la pleine participation de la femme dans toutes les professions et activités.

Le rôle de la société civile

La signature de l'APG en 2005 a déblayé le terrain pour que les organisations de la société civile (OSC) participent activement à l'approche des problèmes fondamentaux et nombreuses sont celles qui ont participé au contrôle des élections du pays et des référendums sur le Sud-Soudan, en tant qu'observatrices des campagnes électorales et de tout le processus visant l'inscription et l'enregistrement des électeurs, et comme

conseillères dans la formation des observateurs nationaux. Certaines OSC ont établi aussi des groupes de contrôle parlementaire pour faire le suivi du parlement tant au niveau de l'État qu'au niveau fédéral.

Néanmoins, les OSC n'ont pas eu de part active dans les prises de décisions et dans les principales questions politiques. Ceci vient essentiellement des rapports difficiles avec le Gouvernement, suite aux restrictions imposées à leurs activités.

Conclusion

Le Soudan est à la croisée des chemins. La déclaration d'indépendance du Soudan du Sud aura lieu en juillet, mais la situation d'Abeyi reste au cœur de la discorde et la violence augmente. Le nord comme le sud sont confrontés à de graves problèmes touchant le développement et l'environnement qui ne peuvent qu'empirer si le conflit persiste, et doivent encore parvenir à un accord sur des sujets fondamentaux tels que les droits sur le pétrole, les droits sur l'eau et la citoyenneté. Les pays donateurs ont enjoint les deux pays à réduire leur dépendance vis-à-vis du pétrole, à renforcer leur sécurité alimentaire à travers le développement agricole et à accroître leurs services de santé, d'éducation, d'eau et d'assainissement¹². La stabilité et la croissance des échanges commerciaux entre le nord et le sud et aussi avec les pays voisins offrirait des débouchés économiques aux jeunes, qui représentent la moitié de la population, et pour les femmes et les filles qui avaient jusque là des chances très réduites de s'instruire et de travailler¹³. ■

7 UNEP, op. cit.

8 R. Hamilton, "Oil-rich Abyei: Time to Update the Shorthand for Sudan's Flashpoint Border Town?", *Christian Science Monitor*, (3 novembre 2010), <pollitzercenter.org/articles/oil-rich-abyei-sudan-accuracy-label>.

9 A. Thurston, "Five Challenges South Sudan Will Face After Referendum", *Christian Science Monitor*, (27 janvier 2011), <www.csmonitor.com/World/Africa/Africa-Monitor/2011/0127/Five-challenges-South-Sudan-will-face-after-referendum/(page)/3>.

10 Trading Economics, *Sudan World Bank Data*, (2010), <www.tradingeconomics.com/sudan/indicators>.

11 UNICEF, *Sudan Statistics*, <www.unicef.org/infobycountry/sudan_statistics.html>

12 E. Solheim, A. Mitchell y R. Shah, "Sudan at a Crossroads", *The Guardian*, (7 mai 2011), <www.guardian.co.uk/global-development/poverty-matters/2011/may/07/sudan-at-crossroads-south-unresolved>.

13 Ibid.